



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Offre de rachat d'Engie par Veolia

Question au Gouvernement n° 3314

Texte de la question

OFFRE DE RACHAT D'ENGIE PAR VEOLIA

M. le président. La parole est à Mme Virginie Duby-Muller.

Mme Virginie Duby-Muller. Monsieur le Premier ministre, en février dernier, avec mon collègue Olivier Marleix, nous avons interpellé le ministre de l'économie sur la crise de gouvernance chez Engie, dénonçant un probable plan caché du Gouvernement. Malheureusement, l'offensive hostile lancée par Veolia pour démanteler Suez montre que nous avons vu juste.

Votre gouvernement nous avait répondu, la main sur le cœur : « l'État exercera toute sa responsabilité vis-à-vis d'Engie ». Permettez-nous d'en douter.

Nous dénonçons la légèreté coupable dont vous avez fait preuve sur les dossiers industriels en acceptant la casse sociale d'un fleuron français chiffrée à 10 000 emplois supprimés, au moment même où notre pays traverse une crise économique sans précédent.

Cette légèreté coupable vous pousse également à priver les collectivités territoriales d'une saine concurrence entre deux champions français. Chacun comprend bien qu'à la place des synergies locales affichées par Veolia se fera jour une réalité beaucoup plus brutale : fermeture de sites industriels et destruction d'emplois dans les agences territoriales, comme en Haute-Savoie.

Le risque d'une telle manœuvre est évidemment de voir augmenter la facture d'eau des Français, alors même que leur pouvoir d'achat est déjà lourdement affecté. S'y ajoute le fait que la branche « eau » de Suez pourrait être reprise par le fonds Meridiam, lequel n'est pas un spécialiste de ce domaine d'activité et n'offre aucune garantie aux 9 000 salariés en cause.

Monsieur le Premier ministre, les Français ne supportent plus de faire les frais des mercatos financiers du Président de la République. Après ses échecs concernant Alstom et Alcatel, évitons un énième dépeçage industriel soutenu par Emmanuel Macron ! (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LR.*) Il faudrait finir par comprendre que ces fusions ne concernent pas des machines, mais bien des femmes, des hommes, des relations historiques entre les entreprises et les élus. Par conséquent, comme en février dernier, nous vous demandons de clarifier vos intentions et d'agir en pleine lumière plutôt que dans le secret des couloirs. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*)

M. le président. La parole est à Mme la secrétaire d'État chargée de l'économie sociale, solidaire et responsable.

Mme Olivia Gregoire, *secrétaire d'État chargée de l'économie sociale, solidaire et responsable*. De quelle légèreté coupable s'agit-il ? Veolia a fait connaître son intention de racheter à Engie près de 30 % de Suez et a formulé une offre à cette fin. L'État, en tant qu'actionnaire d'Engie et dans le cadre de la gouvernance de l'entreprise, examinera cette offre, mais aussi les autres offres qui pourraient être faites dans les prochains jours, avec la plus grande impartialité et sur la base des engagements fermes que devra prendre l'acheteur, qu'il s'agisse ou non de Veolia. Le Gouvernement n'a absolument jamais dévié de cette position. Ainsi, si une autre offre était faite prochainement, nous nous donnerions le temps de l'étudier avec la plus grande rigueur. *(Exclamations sur quelques bancs des groupes LR, SOC et GDR.)*

Dans le cadre de ce processus, le Gouvernement veillera particulièrement à ce que l'offre retenue respecte un certain nombre de critères. *(Mêmes mouvements.)* Le premier de ces critères sera la pérennité de l'emploi. Vous l'avez dit, madame Duby-Muller, nous traversons une crise économique sans précédent. Faut-il rappeler que les salariés de Suez, notamment les 30 000 personnes employées en France, ont été en première ligne au plus fort de l'épidémie de coronavirus, que ce soit en matière de traitement des déchets ou de gestion de l'accès à l'eau ? Suez est incontestablement l'un de nos fleurons industriels, fort de compétences de pointe ; nous souhaitons le préserver, et lui préserver un ancrage territorial fort. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM.)*

Le deuxième critère sera la logique industrielle : nous nous assurerons notamment que les acteurs susceptibles de reprendre les activités de Suez en France sont à la fois crédibles, robustes et engagés à long terme. Il n'est pas question que cette opération prélude à la perte de notre souveraineté dans des secteurs stratégiques.

M. Fabien Di Filippo. Nous verrons dans cinq ans !

M. le président. Merci, madame la secrétaire d'État.

Mme Olivia Gregoire, *secrétaire d'État*. Madame Duby-Muller, je vous garantis l'impartialité, la neutralité et l'efficacité de l'État dans ce dossier sensible. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM.)*

Données clés

Auteur : [Mme Virginie Duby-Muller](#)

Circonscription : Haute-Savoie (4^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3314

Rubrique : Industrie

Ministère interrogé : Économie sociale, solidaire et responsable

Ministère attributaire : Économie sociale, solidaire et responsable

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [23 septembre 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [23 septembre 2020](#)